

**AUTORISATION DE SURVOL
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
- autorisation numéro 2017 - 194 -**

Pétitionnaire : Communauté de Communes de la Vallée de Saint-Savin
Adresse : 2 Place Duhourcau 65400 SAINT-SAVIN
Nature de la demande : survol
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée de Causerets
Dossier suivi par Françoise Arrosères, Service Développement

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses article L.331-4-1 et R.331-19-2,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret n°2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*),

Vu la demande d'autorisation spéciale de survol déposée le 14 juin 2017 par Monsieur A. Cazères, Président de la CSVSS

Considérant que les activités et travaux décrits dans la demande du pétitionnaire sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

ARRETE

Article 1 – Survol autorisé

Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées autorise la CCVSS à organiser des héliportages et survols du cœur du Parc national dans les conditions suivantes :

- Date du survol : 26 juin 2017
- Point de départ : refuge du Clot
- Points d'arrivée : refuge Wallon-Marcadau
- Objet du survol : Rotation de personnes pour le projet de restructuration-réhabilitation du refuge Wallon-Marcadau
- Nombre de rotations : 2
- En cas d'impossibilité de réaliser le vol aux dates précitées, le pétitionnaire s'engage à prévenir le chef de secteur de Cauterets de la date de report.

Article 2 – Prescriptions particulières

La réglementation du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'activité.

Les prescriptions suivantes seront impérativement respectées pour tous les sites :

- Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation
- L'hélicoptère doit arriver le plus haut possible (pas de rase-mottes) et descendre le plus à l'aplomb du point de dépose. Les déposes de personnel seront les plus courtes possibles.

Le pétitionnaire veillera à rester au maximum sur la rive droite du gave, tout en restant éloigné des massifs forestiers car :

- Le secteur du Clot concentre la plus forte population de bouquetins, notamment toute la rive gauche du gave, de la Raillère aux Embarrats. Les femelles ont mis bas depuis quelques jours et la sensibilité de ce secteur est donc maximale.
- Ce secteur est également concerné par la présence du Grand Tétras. La zone au-dessus du Clot reste régulièrement occupée et donc sensible au dérangement.

Le pétitionnaire précisera son plan de vol auprès du chef du secteur de Cauterets du Parc national des Pyrénées (Marc Empain : pn.p.empain@espaces-naturels.fr / 06 84 78 69 74).

Article 3 – Contrôles

Les agents assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions de la présente autorisation.

Le non respect des dispositions de la présente autorisation pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à des poursuites.

Article 4 – Autres réglementations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans l'espace cœur du Parc national des Pyrénées. Elle ne se substitue pas aux obligations et autres autorisations éventuellement nécessaires.

Article 5 – Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées, disponible sur www.parc-pyrenees.com.

Fait à Tarbes, le 21 juin 2017


Marc TISSEIRE
Directeur du Parc national des Pyrénées

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux, formulé par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.